



NATIONS
UNIES



**Convention-cadre sur les
changements climatiques**

Distr.
LIMITÉE

FCCC/CP/2001/L.13
27 juillet 2001

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES
Sixième session, deuxième partie
Bonn, 16-27 juillet 2001
Point 7 f de l'ordre du jour

**PRÉPARATIFS EN VUE DE LA PREMIÈRE SESSION DE LA CONFÉRENCE
DES PARTIES AGISSANT COMME RÉUNION DES PARTIES
AU PROTOCOLE DE KYOTO (DÉCISION 8/CP.4)**

**QUESTIONS RELATIVES AU PARAGRAPHE 14 DE L'ARTICLE 3
DU PROTOCOLE DE KYOTO**

Projet de décision proposé par les Coprésidents du groupe de négociation

Projet de décision -/CP.6

Questions relatives au paragraphe 14 de l'article 3 du Protocole de Kyoto

La Conférence des Parties,

Ayant examiné les questions relatives au paragraphe 14 de l'article 3 du Protocole de Kyoto,

Rappelant sa décision 8/CP.4, en particulier les dispositions de ce texte qui se rapportent à la décision 5/CP.4,

Recommande que la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto adopte, à sa première session après l'entrée en vigueur du Protocole, la décision suivante.

Projet de décision -/CMP.1

Questions relatives au paragraphe 14 de l'article 3 du Protocole de Kyoto

La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto,

Déterminée à protéger le système climatique dans l'intérêt des générations présentes et futures,

Ayant examiné les questions relatives au paragraphe 14 de l'article 3 du Protocole de Kyoto,

Rappelant la décision 8/CP.4 de la Conférence des Parties, en particulier les dispositions de ce texte qui se rapportent à la décision 5/CP.4 de la Conférence des Parties,

Rappelant également les décisions 5/CP.4 et 12/CP.5 de la Conférence des Parties,

Réaffirmant que les pays en développement parties s'acquitteront d'autant plus efficacement de leurs engagements que les pays développés parties s'acquitteront efficacement des leurs en matière de ressources financières et de transfert de technologies et qu'il sera dûment tenu compte de ce que le développement économique et social et l'éradication de la pauvreté sont les premières priorités des pays en développement parties, pour lesquels ils revêtent une importance primordiale,

Réaffirmant qu'il incombe aux Parties de préserver le système climatique dans l'intérêt des générations présentes et futures, sur la base de l'équité et en fonction de leurs responsabilités communes mais différenciées et de leurs capacités respectives, et qu'en conséquence les pays développés parties devraient être à l'avant-garde de la lutte contre les changements climatiques et leurs effets néfastes,

Reconnaissant qu'il y a lieu de prendre pleinement en considération le cas des pays en développement parties auxquels l'application de la Convention imposerait une charge disproportionnée ou anormale,

Reconnaissant que les pays de faible élévation et autres petits pays insulaires, les pays ayant des zones côtières de faible élévation, des zones arides ou semi-arides ou des zones

sujettes aux inondations, à la sécheresse et à la désertification, ainsi que les pays en développement ayant des écosystèmes montagneux fragiles sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques,

Consciente des difficultés particulières que connaîtront les pays, notamment les pays en développement, dont l'économie est particulièrement tributaire de la production, de l'utilisation et de l'exportation de combustibles fossiles, du fait des mesures prises pour limiter les émissions de gaz à effet de serre,

1. *Décide* d'instituer un processus pour l'application du paragraphe 14 de l'article 3 du Protocole de Kyoto, y compris l'échange d'informations et la mise au point de méthodologies concernant l'évaluation des conséquences sociales, environnementales et économiques néfastes pour les pays en développement parties, en particulier pour ceux qui sont mentionnés aux paragraphes 8 et 9 de l'article 4 de la Convention, et des mesures prises pour réduire celles-ci au minimum. Parmi les questions qu'il faudra examiner figurent la mise en place du financement, l'assurance et le transfert de technologies;

2. *Reconnaît* que réduire au minimum l'impact des mesures prises en application du paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole de Kyoto est un problème de développement qui concerne aussi bien les pays industrialisés que les pays en développement. Chaque Partie visée à l'annexe I s'engage à tenir pleinement compte des conséquences de ces mesures pour les pays en développement, et à éviter que celles-ci aient des effets néfastes sur les pays en développement ou à réduire au minimum ces effets. De l'avis de ces Parties, ce type de démarche présente un bon rapport coût-efficacité;

3. *Prie* chaque Partie visée à l'annexe I de fournir, parmi les informations supplémentaires qu'elle doit communiquer en sus de son rapport national d'inventaire, conformément aux lignes directrices arrêtées en application du paragraphe 1 de l'article 7 du Protocole de Kyoto, des informations sur la démarche qu'elle suit pour s'efforcer, en application du paragraphe 14 de l'article 3 du Protocole de Kyoto, de s'acquitter des engagements mentionnés au paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole de manière à réduire au minimum les conséquences sociales, environnementales et économiques néfastes pour les pays en développement parties, en particulier pour ceux qui sont désignés aux paragraphes 8 et 9

de l'article 4 de la Convention, et prie en outre ces Parties de donner à cet égard des précisions sur les mesures visées au paragraphe 8 ci-après, suivant les méthodes qui seront définies à l'occasion de l'atelier prévu au paragraphe 11 ci-après;

4. *Décide* que les informations visées au paragraphe 3 ci-dessus seront examinées par le groupe de la facilitation du Comité de contrôle du respect des dispositions;

5. *Invite* les Parties non visées à l'annexe I à fournir des informations sur leurs besoins et préoccupations spécifiques en ce qui concerne les conséquences sociales, environnementales et économiques néfastes résultant de l'exécution des engagements pris au titre du paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole de Kyoto, et prie les Parties visées à l'annexe II de la Convention de fournir un appui à cette fin;

6. *Décide* d'élaborer, avant la deuxième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties, des lignes directrices pour aider à déterminer si les Parties visées à l'annexe I s'efforcent de réduire au minimum les effets néfastes, y compris ceux des changements climatiques, sur le commerce international, et les conséquences sociales, environnementales et économiques pour les autres Parties, notamment pour les pays en développement parties et plus particulièrement pour ceux mentionnés aux paragraphes 8 et 9 de l'article 4 de la Convention, au moyen des méthodes définies à l'atelier prévu au paragraphe 11 ci-après;

7. *Invite* le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat à établir, en coopération avec les autres organisations compétentes, un rapport technique sur les méthodes de stockage géologique du carbone, tenant compte des informations actuelles sur la question, et à présenter un rapport à ce sujet pour examen à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa deuxième session;

8. *Convient* que les Parties visées à l'annexe II de la Convention et les autres Parties visées à l'annexe I qui sont en mesure de le faire devraient donner la priorité, dans l'exécution des engagements qu'elles ont pris au titre du paragraphe 14 de l'article 3 du Protocole de Kyoto, aux mesures suivantes:

a) Réduire progressivement ou supprimer graduellement les imperfections du marché, le mesures d'incitation fiscales, les exonérations d'impôts et de droits et les subventions dans tous les secteurs qui émettent des gaz à effet de serre en prenant en considération la nécessité d'opérer une réforme des prix de l'énergie de façon à tenir compte des prix du marché et des externalités aux fins de la Convention;

b) Supprimer les subventions liées à l'utilisation de technologies qui ne sont pas sûres et écologiquement rationnelles;

c) Coopérer à la mise au point de technologies qui permettent d'utiliser les combustibles fossiles à des fins autres que l'énergie, et fournir une aide aux pays en développement parties à cet effet;

d) Coopérer à la mise au point, à la diffusion et au transfert dans le domaine des combustibles fossiles de technologies de pointe émettant moins de gaz à effet de serre et/ou de technologies permettant de piéger et de stocker les gaz à effet de serre et en encourager l'utilisation à plus grande échelle et faciliter la participation des pays les moins avancés et des autres Parties non visées à l'annexe I aux efforts entrepris dans ce sens;

e) Renforcer les capacités des pays en développement parties visés aux paragraphes 8 et 9 de l'article 4 de la Convention afin de leur permettre de parvenir à plus d'efficacité dans les activités d'amont et d'aval concernant les combustibles fossiles, en prenant en considération la nécessité d'améliorer l'efficacité de ces activités du point de vue de l'environnement;

f) Aider les pays en développement parties qui sont fortement tributaires de l'exportation et de la consommation de combustibles fossiles à diversifier leur économie;

9. *Encourage* les Parties visées à l'annexe I à adopter des politiques et des mesures qui se traduiront par une diminution des émissions de gaz à effet de serre, contribuant ainsi efficacement à réduire au minimum les effets néfastes des changements climatiques, et à fournir des informations sur ces politiques et mesures dans leurs communications nationales;

10. *Décide* de passer en revue les mesures prises par les Parties visées à l'annexe I conformément à la présente décision et d'étudier, à sa troisième session, les mesures complémentaires qu'il sera nécessaire de prendre. Parmi les questions qu'il faudra examiner

figurent la mise en place du financement, l'assurance et le transfert de technologies comme prévu au paragraphe 14 de l'article 3;

11. *Prie* le secrétariat d'organiser, avant la deuxième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties, un atelier sur les méthodes à appliquer pour rendre compte des moyens de réduire au minimum les conséquences sociales, environnementales et économiques néfastes pour les pays en développement parties des politiques et mesures mises en œuvre par les Parties visées à l'annexe I pour remplir leurs engagements chiffrés de limitation et de réduction des émissions au titre du paragraphe 1 de l'article 3;

12. *Prie* l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre d'examiner les résultats de l'atelier visé au paragraphe 11 ci-dessus et de faire des recommandations à ce sujet à la deuxième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties.
